**COMMUNE DE MONTBONNOT-SAINT-MARTIN**

# PERMIS DE CONSTRUIRE MODIFICATIF

**DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**Arrêté n° URBA/2026/AI/110**

| **DESCRIPTION DE LA DEMANDE D'AUTORISATION** | | **Référence** |
|---|---|---|
| *Déposée le* **31/07/2026** - Affichée le ***31/07/2026*** *Complet le* ***26/08/2026*** | | **N° PC 38 249 22 1 0006 M04** |
| *Par :* | **SCCV LE TRIPTIK** | **Surface de plancher inchangée** |
| *Représentée par :* | **M. MESSINA Alexandre** | **Destination et sous-destination inchangées** |
| *Demeurant à :* | **105 rue des Alliés 38100 Grenoble** | **Nombre total de logements inchangé** |
| *Pour :* | **- Modification du nombre, de la surface et la répartition des logements sociaux. Le projet comporte 55 logements répartis ainsi : 12 logements locatifs sociaux, 16 BRS, 15 PLI, 12 accession**<br>**- Modification des aménagements extérieurs : suppression de la rampe au droit du bâtiment B au profit de deux escaliers, modification partielle de la circulation piétonne périphérique**<br>**- Déplacement des arbres en bordure de route qui pouvaient gêner la visibilité pour les automobilistes**<br>**- Suppression des panneaux solaires sur le Bât. C**<br>**- Précisions apportées au plan des réseaux EP : mise à jour du volume de la cuve de rétention (passe de 75 à 93m³), sens d'écoulement des EP et niveaux des fils d'eau**<br>**- Aspect extérieur : traitement des sous-faces des balcons modifié (enduit gris sable sur béton ou bac acier) et donc suppression des solives en bois / suppression de certaines jardinières du RDC surélevé / déplacement de certaines descentes d'eau EP**<br>**- Stationnement des cycles : les surfaces des locaux vélos ont été légèrement réduites suite aux contraintes techniques du projet** | |
| *Sur un terrain sis :* | **Bât A : 790 chemin de la Croix Verte**<br>**Bât B : 860 chemin de la Croix Verte**<br>**Bât C : 880 chemin de la Croix Verte**<br>**Bât commerces : 830 chemin de la Croix Verte**<br>**38330 Montbonnot-Saint-Martin** | |

**Le Maire,**

Vu le Code de l'Urbanisme,
Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montbonnot-Saint-Martin approuvé le 21 mars 2017, modifié le 12 février 2019, le 8 février 2022 et le 27 juin 2023,
Vu le Plan d'Exposition aux Risques de la commune de Montbonnot-Saint-Martin approuvé le 27 janvier 1989,
Vu le Plan de Prévention du Risque Inondation de l'Isère approuvé le 30 juillet 2007 et modifié le 25 février 2026,
Vu le zonage d'assainissement eaux usées et eaux pluviales,
Vu le permis de construire initial n° PC 38 249 22 1 0006 du 29 juillet 2022 autorisant la construction d'un ensemble immobilier comprenant 3 bâtiments (A, B, C) comportant 55 logements, 1 bâtiment en RDC dédié aux commerces,
Vu l'autorisation de transfert n° PC 38 249 22 1 0006 T01 du 2 septembre 2022,
Vu le permis de construire modificatif n° PC 38 249 22 1 0006 M02 en date du 9 juillet 2024,
Vu la demande de permis de construire modificatif susvisée,

## ARRETE

**ARTICLE 1 :** Le permis de construire modificatif est **accordé** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**ARTICLE 2 :** Les prescriptions mentionnées sur le permis de construire d'origine sont maintenues.

Fait à MONTBONNOT-SAINT-MARTIN, le 23 septembre 2026

Pour le Maire,
L'Adjoint délégué,

Patrick DESCHARRIERES

*NOTA : En application des articles L.424-7 et R.424-12 du Code de l'Urbanisme, la présente décision, accompagnée du dossier et des pièces d'instruction ayant servi à sa délivrance, qui a été transmise au Préfet de l'ISERE, le 23 septembre 2026 deviendra exécutoire dès réception par cette autorité.*

### INFORMATIONS A LIRE ATTENTIVEMENT

CARACTÈRE EXÉCUTOIRE D'UNE AUTORISATION
Une autorisation est exécutoire à la date d'obtention, sauf dans l'un des cas particuliers suivants: une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code général des collectivités territoriales. Le maire doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée: en cas de déclaration préalable comprenant une partie coupe et abattage d'arbre, les travaux ne peuvent commencer qu'un mois après la date à laquelle l'autorisation est acquise; pour un permis de démolir, les travaux de démolition ne peuvent commencer que quinze jours après la date à laquelle l'autorisation est acquise; pour un projet situé dans un site inscrit, les travaux ne peuvent commencer qu'après l'expiration d'un délai de 4 mois à compter du dépôt de la demande en mairie

COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE
Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire. La décision doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale du bénéficiaire, le nom de l'architecte auteur du projet architectural, la date de délivrance, le numéro du permis, la nature du projet et la superficie du terrain ainsi que l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. Il indique également, en fonction de la nature du projet: a) Si le projet prévoit des constructions, la surface de plancher autorisée ainsi que la hauteur de la ou des constructions, exprimée en mètres par rapport au sol naturel; b) Si le projet porte sur un lotissement, le nombre maximum de lots prévus; c) Si le projet porte sur un terrain de camping ou un parc résidentiel de loisirs, le nombre total d'emplacements et. s'il y a lieu, le nombre d'emplacements réservés à des habitations légères de loisirs; d) Si le projet prévoit des démolitions, la surface du ou des bâtiments à démolir. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

DURÉE DE VALIDITÉ
Une autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de trois ans à compter de la date à laquelle un permis tacite ou une décision de non-opposition à une déclaration préalable sont intervenus. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. L'autorisation peut être prorogée, c'est-à-dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué. Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être: soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal; soit déposée contre décharge à la mairie.

DROITS DES TIERS
Le permis est délivré sous réservé du droit des tiers: il vérifie la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Il ne vérifie pas si le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si le permis respecte les règles d'Urbanisme.

OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES
Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du Code civil, dans les conditions prévues par les articles L.241-1 et suivants du Code des assurances.

DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS
Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les deux mois à partir de sa notification. Le tribunal administratif peut être saisi directement en vous déplaçant sur site, par voie postale ou par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site

internet www.telerecours.fr. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision dans un délai d'un mois suivant la date de sa notification. L'absence de réponse au terme de deux mois vaut rejet implicite. Conformément à l'article L600-12-2 du code de l'urbanisme, le délai des recours contentieux contre une décision n'est pas prorogé par l'exercice d'un recours gracieux. Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.